



SOMMAIRE

	<i>Page</i>
Point 12 de l'ordre du jour :	
Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [suite]	
Discussion générale (suite).....	385

Président: M. Hermod LANNUNG (Danemark).

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. VI et VII) [A/3154, A/C.3/L.598, A/C.3/L.599] (suite)

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. SUTANTO (Indonésie) souligne que l'Organisation des Nations Unies n'a ménagé aucun effort afin d'atteindre ses objectifs dans les domaines économique, social et humanitaire et qu'elle a mis sur pied à cet effet un dispositif imposant dont on doit reconnaître l'efficacité. Grâce à l'action pratique de l'Organisation des Nations Unies sur le plan social, des possibilités nouvelles ont été ouvertes, en particulier dans les pays sous-développés, où l'on a constaté la nécessité absolue d'une collaboration entre les gouvernements des Etats intéressés d'une part et les institutions spécialisées et les commissions régionales et techniques de l'Organisation de l'autre. L'Indonésie ne peut que se féliciter de l'aide qu'elle a reçue de ces organismes internationaux.

2. Commentant la section I du chapitre VI du rapport du Conseil économique et social (A/3154), M. Sutanto fait observer que l'action coordonnée de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) joue un grand rôle dans le relèvement du niveau de vie, qui est le problème fondamental des pays économiquement les moins avancés. A ce propos, il n'est que juste de souligner, comme on le fait au paragraphe 406 du rapport, la part qui revient à l'assistance technique dans la mise en œuvre du programme d'action pratique concertée de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans le domaine social. Il convient d'insister sur le fait que les programmes d'action à caractère international devraient toujours être liés aux mesures prises sur le plan national. Ces mesures traduisent en effet la politique adoptée en matière de développement économique et social par chaque Etat et, par suite, la conception que l'Etat intéressé se fait de l'équilibre à réaliser entre les facteurs économiques et les facteurs sociaux.

3. La délégation indonésienne est heureuse que, dans la déclaration qu'il a faite à la séance précédente, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales ait mis en relief l'importance sociale essentielle du développement communautaire. Les commissions régionales peuvent jouer dans ce domaine un rôle fondamental en facilitant l'échange de connaissances entre les Etats d'une même région. Il est seulement regrettable que l'on n'ait pas encore trouvé le moyen de mettre en œuvre une action internationale à long terme. Un programme national de développement communautaire est en cours en Indonésie: on a préparé un avant-projet qui envisage un programme en trois phases; on a envoyé dans les pays voisins une mission d'étude composée de représentants des divers ministères et on a créé un comité exécutif national provisoire. On a fait appel à un plus grand nombre d'experts de l'ONU, et on a chargé le comité et les experts d'effectuer les travaux préparatoires et de mettre au point le programme.

4. Le représentant de l'Indonésie passe à la section V du chapitre VI du rapport. Il estime que si le trafic des stupéfiants a diminué, cela est dû en grande partie à l'action des services nationaux compétents et d'organismes internationaux comme la Commission des stupéfiants et le Comité central permanent de l'opium, dont les travaux méritent de grands éloges. L'Indonésie se fait un devoir de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du contrôle des stupéfiants. Elle a adhéré au Protocole de 1948 plaçant sous contrôle international certaines drogues non visées par la Convention de 1931. Elle approuve les dispositions du Protocole de 1953, qui marquent un progrès certain car elles contribuent à limiter la production et l'emploi de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques. Le Gouvernement indonésien prend actuellement toutes les mesures nécessaires pour pouvoir y adhérer. Il serait favorable, en principe, à la rédaction d'un projet de convention unique sur les stupéfiants. Le représentant de l'Indonésie précise enfin que son pays mène une lutte rigoureuse contre le trafic illicite et donne quelques exemples des mesures adoptées.

5. M. Sutanto rappelle, à propos de la partie A du chapitre VII, que l'Indonésie est très sincèrement attachée au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Commentant ensuite la partie B, il félicite la Commission de la condition de la femme des efforts qu'elle ne cesse de déployer pour améliorer le sort des femmes dans le monde entier.

6. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) estime qu'au cours d'un débat consacré aux problèmes sociaux, la Troisième Commission doit se préoccuper de la question des relations internationales dans les domaines scientifique et culturel. Il rappelle qu'en vertu du paragraphe 3 de l'Article premier de la Charte l'un des buts des Nations Unies est de réaliser la coopération internationale sur le plan intellectuel et qu'aux termes de

l'Article 55 la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation contribue à créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales.

7. Il est certain en effet que l'échange des valeurs culturelles et scientifiques et le développement des relations internationales dans ce domaine favorisent grandement la compréhension mutuelle, l'amitié et la confiance entre les peuples. De plus, l'échange des connaissances scientifiques et des valeurs culturelles accroît la richesse des nations tout en grossissant le trésor commun de l'humanité. Un tel échange permet en particulier d'accélérer le développement de la science à des fins pacifiques. Les faits montrent au surplus qu'un Etat qui participe largement à des échanges internationaux de ce genre ne contribue pas seulement aux progrès de la science et de la culture, mais aussi à l'amélioration du niveau de vie sur le plan international.

8. Le peuple tchécoslovaque, pour sa part, a l'expérience de la coopération internationale dans le domaine intellectuel; il travaille d'ailleurs — et de plus en plus — en liaison avec les organisations internationales compétentes. Grâce aux échanges auxquels il participe, il apprend à apprécier les ressources culturelles et les réalisations scientifiques de nombreuses autres nations et fait connaître à l'étranger ses richesses culturelles et scientifiques propres.

9. L'Assemblée générale doit se préoccuper de développer la coopération culturelle et scientifique; c'est une forme de coopération internationale qui n'a pas été utilisée à plein jusqu'ici. A un moment où la tension internationale paraît s'aggraver, il est indispensable que les Nations Unies intensifient leurs efforts en vue de favoriser la collaboration entre Etats. La coopération intellectuelle est un moyen d'assurer une meilleure compréhension entre les peuples et de contribuer au maintien de relations amicales entre les nations. C'est dans cet esprit que la délégation tchécoslovaque a saisi la Commission d'un projet de résolution (A/C.3/L.598).

10. Ce texte — c'est là son but essentiel — souligne que la coopération internationale sur le plan culturel et scientifique est l'un des aspects de la collaboration entre Etats. Par sa portée politique et morale, il tend à soutenir dans leurs efforts les organisations qui, comme l'UNESCO, cherchent autant qu'elles le peuvent à faire progresser la science et la culture. Il convient de préciser, à ce sujet, que le terme "science" doit être entendu très largement; c'est pourquoi le projet de résolution mentionne non seulement l'UNESCO, mais aussi les autres institutions spécialisées compétentes. L'adoption de cette proposition aurait d'ailleurs pour effet de permettre aux organisations intéressées de mieux coordonner leurs activités dans ce domaine.

11. M. HAUCK (France) pense qu'étant donné que le projet de résolution tchécoslovaque (A/C.3/L.598) se réfère à une résolution de la Conférence générale de l'UNESCO, il serait utile d'entendre à ce propos le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de connaître les réflexions que lui inspire ce projet.

12. M. MAHEU (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) rassemblera tous les renseignements nécessaires et les communiquera à la Commission à la séance suivante.

13. M. HOOD (Australie) voudrait savoir à quelle section du rapport du Conseil économique et social a trait le projet qu'a soumis la délégation tchécoslovaque.

14. M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie) déclare que la coopération internationale envisagée dans le projet de résolution tchécoslovaque rentre dans le cadre général des questions sociales, ainsi d'ailleurs qu'il ressort de l'ouvrage de Kelsen intitulé *The Law of the United Nations*¹.

15. M. CASTAÑEDA (Mexique) n'a pas eu le temps d'étudier dans le détail la proposition tchécoslovaque et attendra pour se prononcer à son sujet, et notamment sur la procédure qui y est prévue, d'avoir entendu le représentant de l'UNESCO; toutefois, il peut dès maintenant dire qu'il approuve l'idée dont s'inspire ce texte.

16. Il est étrange en effet qu'en cette époque d'après guerre, où chaque jour fournit de nouveaux exemples de l'interdépendance des peuples et des Etats et où il est amplement prouvé que la grande majorité des Etats ne peuvent survivre seuls, on élève tant d'obstacles à la libre circulation des personnes et au libre échange culturel. Ce retour anachronique à l'autarcie idéologique et culturelle est l'une des grandes tragédies du monde actuel.

17. La coopération internationale dans le domaine économique et social est, à longue échéance, la tâche la plus importante de l'Organisation des Nations Unies. La simple coexistence pacifique, la simple coexistence politique des Etats n'est qu'un premier pas et ne saurait suffire à l'humanité. L'importance de l'Organisation se mesurera en fait à la façon dont elle saura favoriser la coopération internationale, et peut-être un jour, comme le prévoyait Roosevelt, le Conseil économique et social sera-t-il l'organe le plus important des Nations Unies.

18. Mais l'objectif essentiel, qui est d'élever le niveau de vie des peuples, exige un libre échange des idées à travers les frontières non seulement politiques, mais idéologiques et religieuses. Tous les peuples, quel que soit leur stade de développement, peuvent apporter quelque chose au patrimoine culturel de l'humanité. La délégation mexicaine voit donc avec faveur toutes les initiatives prises en vue d'intensifier les échanges intellectuels et artistiques.

19. La Conférence internationale sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, qui s'est tenue à Genève en 1955, a été à cet égard d'une immense utilité. Elle a prouvé que, même dans un domaine aussi fermé que celui de l'énergie atomique, une collaboration scientifique pouvait s'établir entre tous les pays. L'Année géophysique internationale est un autre exemple de coopération internationale. Il ne s'agit encore là que d'expériences isolées, intéressant des domaines très particuliers, mais elles montrent la voie à suivre. Il est vrai que les conditions ne sont pas aussi propices qu'elles pourraient l'être et que la coopération internationale en matière sociale et culturelle a été l'une des principales victimes de la guerre froide; mais le champ qui s'ouvre à la coopération internationale est encore vaste et il serait à souhaiter que les efforts en ce sens soient menés à bien sous les auspices de l'ONU.

20. M. EUSTATHIADES (Grèce) présentera quelques observations générales sur le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598). L'idée dont s'inspire cette proposition recueille l'entière approbation de la délégation de la Grèce. Les échanges culturels, quelle que soit la forme qu'ils revêtent, constituent un enrichissement pour les différents pays et il est par-

¹ Hans Kelsen, *The Law of the United Nations* (Londres, Stevens and Sons, Limited, 1950), p. 27.

ticulièrement utile de faire le point dans ce domaine, comme l'envisage le projet de résolution tchécoslovaque.

21. A première vue, M. Eustathiades ne voit pas d'objection à formuler en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif. Il ne peut se prononcer dès à présent sur le paragraphe 2, dont les aspects techniques nécessitent un examen approfondi, examen qui sera facilité par les précisions qu'apportera le représentant de l'UNESCO. Le représentant de la Grèce se bornera, au stade actuel, à appeler l'attention de la Troisième Commission sur la dernière partie du troisième considérant, dont la teneur l'a vivement frappé. On y rappelle notamment la résolution adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa neuvième session au sujet de l'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident. Bien que la délégation tchécoslovaque, qui suit de près le texte de la résolution de l'UNESCO, s'inspire d'un précédent, M. Eustathiades craint qu'elle ne s'engage dans une voie dangereuse en établissant une distinction entre les cultures de l'Orient et de l'Occident. Une telle différenciation n'est pas exacte du point de vue statique, ni opportune du point de vue dynamique. Où situer la limite entre l'Orient et l'Occident? Dans quelle catégorie doit-on ranger, par exemple, la civilisation arabe? En conséquence, la délégation grecque préférerait que la Commission ne fonde pas l'examen de cette question sur l'hypothèse selon laquelle il existe dans le monde deux catégories distinctes de valeurs culturelles.

22. Pour conclure, M. Eustathiades souligne l'importance d'une coopération internationale dans le domaine des relations culturelles et scientifiques. Dans une atmosphère politique troublée, une telle coopération contribuera à atténuer les tensions et, en temps normal, elle fraiera la voie à une coopération politique plus étroite.

23. M. CHAUDHURI (Pakistan) présente le projet de résolution déposé en commun par sa délégation et celles de Ceylan, du Chili, du Danemark, de la Grèce et du Guatemala (A/C.3/L.599). Il met l'accent sur le rôle de premier plan que doit jouer le développement communautaire dans le domaine social, en raison notamment du fait que dans les pays sous-développés la population rurale représente en moyenne 95 pour 100 de la population totale; pour le Pakistan, ce chiffre est 90 pour 100. Les programmes de développement communautaire permettront donc d'élever le niveau de vie de l'ensemble des habitants des pays bénéficiaires.

24. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) demande au Président des précisions sur l'organisation des travaux de la Commission. Va-t-on examiner en même temps le rapport du Conseil économique et social (A/3154) et les projets de résolution dont la Commission est saisie?

25. Le PRÉSIDENT répond que, conformément à la procédure suivie lors des précédentes sessions, la Troisième Commission devrait procéder d'abord à une discussion générale, puis étudier les différents projets de résolution. Etant donné le peu de temps dont la Commission dispose, il ne pense pas qu'il soit opportun d'étudier le rapport section par section.

26. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) se demande s'il ne serait pas préférable que la Commission commence par étudier section par section le rapport du Conseil, qui est un point si important de son ordre du jour, pour aborder ensuite l'examen des projets de résolution.

27. De l'avis de Mme SHOHAM-SHARON (Israël), il serait bon qu'avant la fin de la session la Commission décide de la manière dont ce point de son ordre du jour sera examiné à la session suivante. Ce point englobe des questions importantes qui méritent d'être étudiées en détail. Si la Commission pouvait tenir quelques séances supplémentaires, elle serait en mesure de consacrer plus de temps à ces questions. La représentante d'Israël pense que la Commission aurait intérêt à étudier section par section le rapport du Conseil. Dans ce cas, elle examinerait d'abord la question du développement communautaire, ensuite la question soulevée à la séance précédente par le représentant de l'Afghanistan, etc. De toute façon, il convient d'adopter dès à présent un plan de travail, afin de ne pas sauter perpétuellement d'un sujet à l'autre.

28. M. PAZHWAK (Afghanistan) partage entièrement les vues du Président. La Commission ne dispose pas d'un temps suffisant pour examiner séparément les différentes parties du rapport. Si chaque section devait faire l'objet d'un débat général suivi d'une discussion sur des points de détail, l'examen de chacune d'elles demanderait plusieurs séances.

29. Le PRÉSIDENT déclare que le facteur temps fait qu'il est difficile, au stade actuel, de modifier la procédure que la Commission a suivie jusqu'à présent. A la session suivante, la Commission pourra songer à consacrer un plus grand nombre de séances à l'examen du point de son ordre du jour intitulé "Rapport du Conseil économique et social".

30. Mlle BERNARDINO (République Dominicaine) tient simplement à souligner que si l'on ne donne pas au rapport du Conseil économique et social toute l'importance qu'il mérite, il n'y aura plus de raison pour que les rapports du Conseil soient transmis à la Troisième Commission.

31. M. BAROODY (Arabie Saoudite) pense que la Commission ne doit pas traiter avec négligence le rapport du Conseil économique et social et se demande, lui aussi, si l'on ne pourrait pas prévoir quelques séances supplémentaires pour l'étudier de façon plus approfondie.

32. M. PAZHWAK (Afghanistan) fait observer que la Commission aurait intérêt à prendre dès à présent une décision touchant la procédure à suivre et à s'assurer, avant de prévoir une séance, qu'un nombre suffisant de représentants sont disposés à prendre la parole.

33. A la suite d'un bref échange de vues auquel prennent part M. HAUCK (France), M. MUFTI (Syrie), M. PAZHWAK (Afghanistan), Mme KOWALIKOWA (Pologne), M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) et M. PETRZELKA (Tchécoslovaquie), le PRÉSIDENT indique que la Commission pourra éventuellement tenir quelques séances supplémentaires. Il pense que, lors de la discussion générale, les délégations pourraient formuler des observations d'ordre général sur les projets de résolution, qui seront étudiés de façon détaillée par la suite.

34. Il propose que la Commission examine le projet de résolution des six puissances (A/C.3/L.599) avant le projet de résolution de la Tchécoslovaquie (A/C.3/L.598).

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h. 50.